

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/maquette	Objectif concerné projet/maquette	Sous objectif concerné projet/maquette	Porteur du projet	Provenance du projet (Assises, CPER...)	Cout Total en € HT	Mt ETAT 1 contractué	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	Mt ETAT 2 contractué	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	Mt CR contractué	Mt CD contractué	Mt EPCI contractué	Mt Etat Valorisé	Hors BOP projet/maquette valorisé	Mt Europe valorisé	Mt CR valorisé	Mt CD valorisé	Mt EPCI valorisé	Mt commune valorisé	Mt autres publics valorisé	Mt privés valorisé
1-1-01	Aménagement	Construction de la maison de la cohésion sociale de Lauroisique	Elle accueillera une bibliothèque/berceau, des locaux associatifs et une maison des associations. Cet équipement est un élément clé de cohésion dans la vie du quartier Lauroisique, situé en quartier prioritaire de la ville.	1	1	1	Capex/Commune de Pointe à Pitre	rénovation urbaine	2 347 000	514 000	123			245 000			1 674 000	Aruu	880 000						34000
1-1-02	Aménagement	Fonds de revitalisation des centres bourgs	Le projet reprend une des actions du CPER, destinée, en cohérence avec le SAR, à soutenir les projets des collectivités qui visent à réaliser des équipements collectifs dans les bourgs afin de renforcer leur attractivité et travailler sur des projets globaux, souvent pluriannuels de revitalisation et de reconquête de leur attractivité.	1	1	3	Etat	Etat	3 680 100	1 844 100	112			1 836 000											
1-1-03	Aménagement	Opération revitalisation du centre de Grand-Bourg	Phase 1 du projet de revitalisation : Rénovation de la place de l'Eglise, requalification de la rue Furce Trolien, création d'un bâtiment « culture tourisme »	1	1	3	CCMG/Commune de Grand-Bourg	CCMG suite CPER	1 885 000	1 000 000	123			445 000		440 000									
1-1-04	Logement	Aminage Phase 1 de Grand Baie	de son territoire et de résorption des poches d'insécurité et d'insécurité, la commune de Gosier a pour objectif d'évaluer les possibilités de restructurer le quartier en s'appuyant sur une démarche d'Approche d'Urbanisme Durable (AUD). L'objectif du réaménagement de Grand-Baie est d'assainir le quartier et d'en résorber l'insécurité, cela devant améliorer le cadre de vie des habitants. Parallèlement, il convient de protéger ces citoyens des risques naturels potentiels dont il s'agit de :	1	1	2	Riviera/Commune de Gosier	CARL	1 000 000	200 000	123					500 000	300 000	AFB							
1-1-05	Prévention des risques	Sécurité routière	Dans le cadre de la signature du document général d'orientation de la sécurité routière 2019-2023, la sécurité routière sera prioritaire grande cause Régionale en 2019 par tous les signataires du document (Prés. Président du conseil régional, Président du conseil départemental, collectivités, etc.). Cette action a pour objectif de faire prendre conscience de la situation et modifier les comportements sur les routes	1	1	4	Etat	Assises	187 500					62 500		125 000	207								
1-1-06	Développement économique	Lutte contre la vie chère	L'OBJECTIF DE CE PROJET est de redynamiser l'«Union des Associations de Consommateurs Agréées de ZORIAN»	1	1	1	CR		200 000	100 000	123			100 000											
1-2-01	Collectivités	Structuration d'une agence guadeloupéenne d'ingénierie territoriale	de laquelle seraient représentés tous les services et financeurs potentiels pour faciliter le montage, le portage et le suivi des projets structurants portés par les collectivités (communes et intercommunalités notamment). Le besoin de sortir des statuts spécifiques à chaque niveau territorial est également exprimé avec la nécessité de trouver dans un premier temps une forme souple via la mise à disposition de compétences en associant toutes les ressources utiles et disponibles au sein d'une	1	2	1	Etat	Assises	330 000	330 000	123														
1-2-03	Ingénierie	Accompagnement pour optimiser le CTT	Optimisation en continu de la stratégie de convergence nécessite une optimisation en continu de celle-ci compte tenu d'une économie partielle en mouvement. Les partenariats ont été initiés, par ailleurs, un besoin de mieux appréhender la trajectoire à suivre pour tendre vers une convergence maîtrisée (en termes d'indicateurs, d'actions, d'objectifs temporels à définir, d'évaluation).	1	2	1	Etat/Partenaires	-	250 000	200 000	123			50 000	50 000										
1-3-01	Numérique	Diagnostic de l'adressage	Parfaire les bases adresses communales et les normaliser, les labéliser, les numériser, intégrant la géolocalisation des adresses et la signalétique – Opération ferme	1	3	6	Etat/CR/CD/EPCI	SGAR	105 000	35 000	123			35 000	35 000										
1-3-02	Numérique	Création d'une MSAP	Ce Pôle abritera : Des structures : le CCAS (centre communal d'action sociale) Maison de services au public, Point d'accès numérique, le PAD (point d'accès au droit), un PMS (point d'accès à la santé) le CLIC (Centre local d'information et de coordination) Le 3SJ (Service de Soutien Social Aux Jeunes) une Plateforme Multi-partenariale et Pluridisciplinaire, les Bureaux d'Accueil des Partenaires Institutionnels et Privés ; Une cellule Prospective ; Chargés des études et projets (convention MONVALISA), une Epicerie Sociale Solidaire, et une MAFPA (Maison Accueil Rurale pour Personnes Agées)	1	3	6	Riviera/Commune de Ste Anne	SGAR	140 000					40 000	40 000	40 000		DSL				20 000			
1-3-03	Numérique	Fiche Base de données adresses labélisation	Parfaire les bases adresses communales et les normaliser, les labéliser, les numériser, intégrant la géolocalisation des adresses et la signalétique – Opération complémentaire	1	3	6	Etat/CR/CD/EPCI	SGAR	1 800 000	600 000	123			300 000	300 000				300 000				300 000		
1-3-04	Collectivités	Accessibilité au service public	Le projet vise à réaliser un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public au moyen d'une AMD.	1	3	6	CD	-	99 113	69 113	123				30 000										
1-3-05	Numérique	Déploiement du RPP THD	Ce projet s'inscrit dans le cadre Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN), sous du Schéma Numérique de la Guadeloupe. Il s'agit de réaliser un Réseau d'Initiative Publique à Très Haut Débit (RPP THD) dans les zones blanches du territoire afin d'amener la fibre dans tous les foyers guadeloupéens.	1	3	1	CR	CR	80 000 000								19 500 000	FSN	26 200 000	34 300 000					
1-3-06	Numérique	Câble sous-marin THD Iles du Sud	Egalement inscrit dans le SDTAN, le projet consiste à raccorder les Iles du sud à la Guadeloupe continentale par câbles optiques sous marin	1	3	1	CR	CR	10 300 000										6 800 000	3 500 000					

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/maquette	Objectif concerné projet/maquette	Sous objectif concerné projet/maquette	Porteur du projet	Provenance du projet (ressources, CPER...)	Cout Total en € HT	MR ETAT 1 contractualisé	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MR ETAT 2 contractualisé	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MR CR contractualisé	MR CD contractualisé	MR EPCI contractualisé	MR Etat Valorisé	Hors BOP projet/maquette valorisé	MR Europe valorisé	MR CR valorisé	MR CD valorisé	MR EPCI valorisé	MR commune valorisé	MR autres publics valorisé	MR privés valorisé
1-3-15	Éducation/Enseignement supérieur	Campus universitaire de santé (phase 1)	Phase 1 du projet global du Campus santé regroupant la faculté de médecine, le volet paramédical, la bibliothèque universitaire santé, les laboratoires de recherche et le restaurant universitaire, correspondant à réaliser l'acquisition du foncier, les études et concours d'architecture, les travaux de construction auront lieu sur la période 2023-2026.	1	3	2	CR	UA	1 000 000	330 000	150				670 000										
1-3-16	Santé	Installation de maisons de santé pluridisciplinaires et ESP	L'objectif est d'installer au moins une MSP dans chacune des zones reconnues comme fragiles.	1	3	2	Etat	Etat	3 200 000	500 000	123				250 000										
1-3-17	Culture	Rénovation du musée Edgar Clerc, musée départemental d'archéologie amériennienne de la Guadeloupe	L'ambition de la collection est de faire du musée départemental Edgar Clerc une référence caribéenne et un pôle d'attractivité du territoire guadeloupéen dans un musée ancré dans la société guadeloupéenne. Il se doit également d'être une île de pont pour découvrir les îles de l'archipel à travers leurs sites précolombiens et leurs sites d'art rupestre exceptionnels, faisant rayonner le patrimoine archéologique de la Guadeloupe à l'intérieur et au-delà de ses frontières.	1	3	4	CD	CD	14 220 000	3 600 000	123	400 000	175-131-224		10 220 000										
1-3-18	Culture	MACTE	Le projet vise à déployer des actions sur le MACTE, conformément à son nouveau statut d'EPCIC, afin de renforcer son attractivité. Ces actions pourraient concerner l'acquisition de matériel multi médias, l'acquisition d'œuvres d'art, de serveurs nécessaires à la mise en place et au développement de sa médiathèque et de son programme de recueil et de conservation de la mémoire vive.	1	3	4	CR	CR	800 000	401 000	175-131-224			399 000											
1-3-19	Jeunesse, sport et vie associative	Équipements sportifs	Investissements dans les équipements sportifs de Guadeloupe	1	3	5	Conseil régional/EPCI		33 015 568	9 000 000	P 123 – FEI(Agence du sport (dont 4,5M€ financés par l'Agence nationale du sport))			7 228 118	1 000 000	5 337 921	300 000	DETR	2 514 500				6 062 500	72 529	1 500 000
1-3-20	Culture	Centre d'art contemporain	Le centre d'art contemporain est un espace présentant la diversité de l'offre culturelle régionale et ce afin de promouvoir les artistes guadeloupéens auprès des clientèles touristiques et locales. A la fois lieu de production, d'expérimentation et d'exposition, il accompagne les artistes contemporains locaux dans la diversité de leurs pratiques. Il sera construit en lieu et place des anciens locaux administratifs de l'usine de Charbonnières, juste à côté du MACTE. Ce bâtiment historique, classé sera réhabilité pour donner naissance à ce formidable lieu de culture qui devrait se positionner comme la tête du réseau de la culture de l'archipel guadeloupéen.	1	3	4	CR	CR	6 000 000					4 000 000											
1-3-21	Développement économique	Travaux de réhabilitation du parc paysager de Petit Canal	Le projet de réhabilitation du parc paysager de Petit Canal répond à un double enjeu. Il se révèle comme être un véritable support d'apprentissage et d'accompagnement sur le marché du travail, des personnes qui en sont éloignées et surtout (à court, moyen et long terme) comme étant une activité qui participe au développement économique, touristique et plus singulièrement au développement de l'écotourisme.	1	3	3	CANGT	CANGT	1 579 675	300 000	123					210 671	247 680	Aides aux postes DIECCTE					436 088	385 236	
2-1-01	Tourisme	Accueil multimodal de la croisière et travaux de l'espace portuaire à Deshaies, hors halle aux poissons	Le projet consiste à effectuer des travaux sur l'espace portuaire de Deshaies, afin d'améliorer l'accueil des croisiéristes, des passagers, des plaisanciers et aussi d'améliorer les conditions de travail des pêcheurs.	2	1	1	CANBT	CANBT	1 759 498	1 000 000	123			379 749										1 500 000	
2-1-02	Développement économique	Port à sec	Ce projet permettrait d'accueillir 40 postes supplémentaires dans la marina, qui de part sa position géographique et des difficultés de franges existantes au niveau du pont de l'alliance, conforte la nécessité d'une zone technique. En effet, celle-ci permettrait de capter une grande partie des navires faisant route vers les îles du sud pour régler leur problèmes techniques en transformant le plateau existant en véritable zone technique.	2	1	1	CASGC	CASGC	926 000	555 600	123					185 200									185 200
2-1-03	Transport/Tourisme	Redéfinition des activités et développement d'un pôle de maintenance technique	Assurer aux pêcheurs d'exercer leurs activités à terre dans de bonnes conditions. Améliorer l'offre en direction de la plaisance (diversification des activités telles que la maintenance portuaire et les activités de services périphériques).	2	1	1	CANGT/CD	CANGT	3 250 000						1 300 000	650 000	1 300 000	FEI							
2-1-04	Développement économique	Opération d'aménagement portuaire du GPMC (dont Karukera bay)	budget de 360 M€ et une réalisation étalée sur 20 ans. Ce projet présente des enjeux de développement économique (compétitivité portuaire, tourisme, capacité d'accueil pour la plaisance, redynamisation du front de mer, croisière...), mais aussi des enjeux d'interface agglomération-port en aménageant le front de mer avec les objectifs d'insertion urbaine de PUE. Pour la période 2019-2022, le projet inclut les 2 premières phases indispensables pour les autres phases : l'extension du quai 12 pour porte-conteneurs de 4 200 EVP, le pôle de réparation navale nécessaire pour la	2	1	1	GPMG	Assises	45 000 000	6 860 000	203													38 140 000	
2-5-01	Transport	Enquête ménage déplacement	La réorganisation des transports publics, le développement de l'intermodalité au sein de l'archipel constituent des priorités pour le développement de territoire. Elle permettra de disposer de données quantitatives et qualitatives sur les habitudes et les besoins de transport des ménages et ainsi de pouvoir mieux définir les orientations stratégiques et la programmation des investissements.	2	5	1	CR	CR	800 000	250 000	ADEME			190 000			360 000	CEREMA (200000) BOP 203 – CBI 44 (160000)							
2-5-02	Transport	Bus en sites propres / TCSP	renovation urbaine: couvrir les enjeux de développement de l'intermodalité et d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, le projet de TCSP apportera également une réponse aux exigences relatives au désenclavement des quartiers et rénovation urbaine, à la revitalisation des centres-villes, à la desserte des zones en cours d'aménagement, à la desserte du futur pôle santé. Vu son ampleur ce projet comporte plusieurs phases, portées par CAPEX et le SMT dans l'agglomération et par la région hors agglomération. Dans le contrat, seules trois actions sont retenues, les études relatives au TCSP area.	2	5	1	CAPEX/SMT	Assises/CR	450 000							250 000	200 000	AAP TCSP							
3-1-01	Prévention des risques	Reconstruction parasismique du Lycée Gery Archimède	Il s'agit d'un lycée professionnel datant des années 70, situé sur le territoire de la commune de Monné-à-Eau, qui accueille environ 600 élèves du CAP au BTS. La collectivité régionale a souhaité procéder à la reconstruction de cet établissement car, en raison de sa vétusté, ne répond plus aux normes ni aux besoins actuels en matière d'offre de formation. Cette reconstruction se fera un terrain proche de l'emplacement de l'actuel lycée.	3	1	1	CR	CR	20 000 000	7 000 000	FPFRM			4 000 000					9 000 000						

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/mesure	Objectif concerné projet/mesure	Sous objectif concerné projet/mesure	Porteur du projet	Provenance du projet (Assises, CPER...)	Cout Total en € HT	Mt ETAT 1 contractué	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	Mt ETAT 2 contractué	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	Mt CR contractué	Mt CD contractué	Mt EPCI contractué	Mt Etat Valorisé	Hors BOP projet/mesure valorisé	Mt Europe valorisé	Mt CR valorisé	Mt CD valorisé	Mt EPCI valorisé	Mt commune valorisé	Mt autres publics valorisé	Mt privés valorisé
3-1-02	Prévention des risques naturels	Confortement et reconstruction parasismique des écoles	Afin d'accélérer le rythme de mise en conformité des établissements scolaires et compte tenu des faibles moyens financiers des communes, l'Etat (via le FPRNM essentiellement mais aussi FEI), la région et le FEDER s'associeront pour financer un minimum de 4 écoles par an. Un appel à projet commun sera réitéré chaque année à compter de 2019. Une aide au montage des projets sera également proposée par une cellule partenariale dédiée.	3	1	1	Etat		32 583 732	20 283 732	FPRNM			2 000 000			6 000 000	FEI	4 300 000						
3-1-03	Prévention des risques	Système d'alerte et panneaux pour répondre aux risques Tsunami	AAP qui sera lancé de façon partenariale. Etat (Innovation FPRNM Région, FEDER, A destination des communes et destiné à les équiper en sirènes et panneaux matérialisant les itinéraires de fuite en cas de tsunami. Projet prêt à démarrer car les itinéraires de fuite ont déjà été travaillés par l'université de Montpellier	3	1	1	Etat/CR	Assises	1 524 000	369 600	FPRNM			369 600					784 800						
3-1-04	Prévention des risques naturels	Capteur Dôme Soufflé	L'objectif du projet vise à compléter le réseau de capteurs déjà mis en place pour la surveillance de la Soufrière de Guadeloupe et de l'instabilité de ses flancs sud - sud-ouest en vue d'accroître les capacités de prévision d'une éruption et de ses conséquences	3	1	1	OV/SQAPGP	DRRT/CR	600 000	100 000	FPRNM			100 000					400 000						
3-1-05	Risques	Sargasses : Contribution à la collecte et à la valorisation	Participation aux différents projets relatifs aux sargasses tant à l'achat de matériel de pompage de grande capacité qu'à des projets de valorisation des algues collectées.	3	1	2	ADEME/CR		2 160 000	1 080 000	ADEME			1 080 000											
3-2-01	Déchets	Unité de valorisation et de traitement des déchets de la CANGT et de la CAGL	Le projet consiste à trier les ordures ménagères résiduelles, valoriser les matériaux recyclables et valoriser énergétiquement la partie organique et méthanisation et les résidus par production de Compostables Solides de Récupération. Le terrain d'emprise de l'usine a été identifié section Gardel au Moule, à proximité d'Albioma et du centre de compostage de Suez.	3	2	1	CANGT/CARL	CANGT/CARL	46 000 000	2 000 000	ADEME	2 800 000	123	2 730 000			11 170 000		27 300 000						
3-2-02	Déchets	AAP déchets et économie circulaire	Appels à projets organisés annuellement par l'ADEME et la région avec participation du département sur les thématiques déchets et économie circulaire et notamment prévention des déchets.	3	2	1	ADEME	ADEME	2 000 000	1 000 000	ADEME			1 000 000											
3-2-03	Déchets	Déchetteries et quais de transfert	Participation de l'ADEME au programme de rééquilibrage du maillage du territoire par des déchetteries, construction de 8 déchetteries et quais de transfert sur la Basse Terre	3	2	1	CR	PRPGD	10 000 000	3 500 000	ADEME								6 500 000						
3-2-04	Déchets	Réhabilitation des décharges	Réhabilitation des décharges de la Désirade et Saint-Louis de Marie-Galante	3	2	1			500 000	500 000	123														
3-3-01	Eau	Mise en œuvre du Plan Eau DOM	L'Etat a coordonné l'élaboration d'un document stratégique pour la mise en œuvre de ce plan, adopté par la conférence régionale de l'eau (CRE) en septembre 2016. Ce document comporte 4 orientations stratégiques qui seront déclinaées dans les contrats de progrès signés avec les 5 collectivités éligibles au dispositif d'ici fin 2019.	3	3	1	CRE / Etat, CR, CD, EPCI, Office de l'eau	Assises	69 714 799	19 200 000	AFB	314 800	123	9 733 333	9 733 333	9 733 333	10 000 000	FEI	11 000 000						
3-4-01	Transport	Mobilité électrique des îles du Sud	Plan d'action pour le développement d'une mobilité 100 % électrique dans les îles du sud sous 5 ans, qui prévoit une étude de faisabilité et le déploiement des moyens dédiés. Le déploiement commencerait par terre-de-haut, la commune la plus avancée, puis terre-de-bas et la Désirade. Cette expérimentation sur les îles du Sud permettra de repérer des bonnes pratiques qui seront ensuite transposées en Guadeloupe « continentale » afin d'atteindre les objectifs fixés par la PPE (autonomie énergétique en 2030)	3	4	1	Riviera-grand sud caroline/Communes des îles du sud	Assises	2 430 000	500 000	123	500 000	ADEME	165 000		165 000	100 000	AAP French mobility	1 000 000						
3-4-02	Biodiversité/Transport	DVD	Appels à projets organisés annuellement par l'ADEME et la région sur les thématiques territoires durables	3	4	1	CCMG	Assises	1 360 000	280 000	123	136 000	ADEME	160 000	80 000	304 000	400 000	DSIL							
3-4-03	Energie	Appel à projets Territoires durables et transition énergétique	Appels à projets organisés annuellement par l'ADEME et la région sur les thématiques territoires durables	3	4	1	ADEME	ADEME	11 789 000	5 614 000	ADEME			6 175 000											
3-5-01	Biodiversité	Banque de graines	L'Etat doit servir les objectifs de la stratégie de conservation et de valorisation de la biodiversité, il pourra donner lieu à des travaux tant en matière d'écologie, que sur le plan juridique et économique pour assurer la diffusion de mesures EPC pertinentes vectrices d'un développement économique durable du territoire. Il servira de support pédagogique et de sensibilisation à la biodiversité	3	5	1	CR	DRRT	800 000	80 000	113			80 000					640 000						
3-5-02	Biodiversité	Territorialisaiton de la biodiversité, territoires engagés pour la nature	promouvoir les actions de concertation autour de l'élaboration et de la mise en œuvre du SRPNB ; encourager les actions en déclinaison du SRPNB.	3	5	1	CR	État DEAL	672 000	72 000	113	200 000	AFB	400 000											
3-5-03	Biodiversité	Gérer les espèces exotiques envahissantes de la Guadeloupe	Isoler les actions de prévention contre l'importation et la diffusion des espèces exotiques envahissantes ; de promouvoir l'utilisation d'espèces indigènes dans les aménagements ; d'encourager les opérations ciblées de lutte.	3	5	1	État DEAL	État DEAL	250 000	250 000	113														
3-5-04	Biodiversité	Conservation des récifs coralliens de l'archipel guadeloupéen	étudier l'impact des échouages de sargasses sur les milieux coralliens ; contribuer à l'étude du fonctionnement des écosystèmes coralliens en Guadeloupe ; réactiver le comité régional de l'initiative française en faveur des récifs coralliens ; promouvoir, encadrer et mettre en œuvre des opérations de restaurations de la fonctionnalité écosystémique des récifs et des écosystèmes	3	5	1	État DEAL	État DEAL	240 000	240 000	113														

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/maquette	Objectif concerné projet/maquette	Sous objectif concerné projet/maquette	Porteur du projet	Provenance du projet (ressources, CPER ...)	Cout Total en € HT	MR ETAT 1 contractualisé	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MR ETAT 2 contractualisé	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MT CR contractualisé	MT CD contractualisé	MR EPCI contractualisé	MT Etat Valorisé	Hors BOP projet/maquette valorisé	MT Europe valorisé	MT CR valorisé	MT CD valorisé	MT EPCI valorisé	MT commune valorisé	MT autres publics valorisé	MT privés valorisé		
3-5-05	Biodiversité	Soutien aux Plans Nationaux d'Actions (PNA)	soutenir les actions de prévention contre l'importation et la diffusion de l'iguane commun à la Désirade ; - de restaurer les sites de reproduction de l'iguane des Petites-Arilles ; - de préfigurer la translocation de cette espèce et de diversifier ses populations ; - de promouvoir toutes les opérations de connaissances et de gestion de cette espèce.	3	5	1	État DEAL	État DEAL	580 000	520 000	113			60 000													
3-5-06	Biodiversité	Restaurer la fonctionnalité des zones humides de l'archipel guadeloupéen	promouvoir les actions de restauration des zones humides (mares, cours d'eau, prairies humides, mangroves...), particulièrement en celles qui concourent à améliorer leurs fonctionnalités (niveau de rupture de continuité écologique, amélioration de la qualité des eaux...) - encourager le développement des zones humides éducatives afin d'impliquer les citoyens - élaborer des méthodes de gestion pour ces espaces naturels.	3	5	1	État DEAL	État DEAL	80 000	80 000	113																
3-5-07	Biodiversité	Actions de connaissance de la biodiversité	- soutenir les actions de connaissances sur les groupes méconnus (espèces marines, plantes non-vasculaires, invertébrés...) comme marqueur de l'état de santé des écosystèmes ; - réaliser une évaluation de l'état de conservation de la faune basée sur les catégories et critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature.	3	5	1	État DEAL	État DEAL	143 133	143 133	113																
3-5-08	Biodiversité	Reconquérir la biodiversité dans les Réserves naturelles de l'archipel guadeloupéen	soutenir les opérations de restauration des écosystèmes ; - renforcer les populations d'espèces menacées ; - aménager et sécuriser l'accès du public, et contribuer à sa sensibilisation ; - suivre l'évolution des milieux et des espèces ; - lutter contre les espèces exotiques envahissantes dans les aires protégées.	3	5	1	État DEAL	État DEAL	560 000	560 000	113																
3-5-09	Aménagement	Dragage du canal des retours	Afin d'accompagner et de préfigurer le classement du site, le canal et le système des canaux secondaire doivent faire l'objet de travaux de révégétalisation et de confortement des berges, ils permettent également d'élever les embâcles et d'élaguer la végétation pour éviter la fermeture du canal et conforter les usages, notamment la navigation qui offre un support de perception des qualités du site.	3	5	1	État EPCI	État DEAL	200 000	200 000	123																
4-1-01	Enseignement et Recherche	Mise en place d'un diplôme universitaire et d'un réseau d'acteurs	Permettre aux acteurs de l'ESS de bénéficier d'une formation complète et diplômante par la mise en place d'un DU ESS	4	1	1	UA	Assises/CR	180 000	65 000	123			50 000					65 000								
4-1-02	Enseignement et Recherche	Extension et transformation de la bibliothèque universitaire du campus de Fouillole en learning center	Sur le modèle des learning centers, la BU de Fouillole sera agrandie et transformée en un lieu de vie et de socialisation adapté à l'évolution des pratiques pédagogiques, avec le souci d'agréger des compétences documentaires, informatiques et informatiques en un lieu unique	4	1	1	UA	DRRT	257 000	257 000	150																
4-1-03	Enseignement et Recherche	Bâtiment Vie étudiante et formation	Ce bâtiment regroupera l'ensemble des services liés à la vie étudiante, permettra de relocaliser l'administration du pôle et des services logistiques au cœur du campus, ligaturer la formation continue au sein du campus, créer un plateau composé de salles de conférence, salles de cours et de formation	4	1	1	UA	DRRT	250 000	250 000	150																
4-1-04	Enseignement et Recherche	Transformations de locaux ESPE existants en bureaux pour TUFIC et réhabilitation des bureaux de l'administration de l'ESPE	Il s'agit de la transformation de l'ancien réfectoire, situé au sein de l'ESPE, en espaces de travail et de bureaux pour les services administratifs de TUFIC et la réhabilitation des locaux administratifs existants de l'ESPE.	4	1	1	UA	DRRT	632 000	632 000	150																
4-1-05	Enseignement et Recherche	Projets CPER qui se poursuivent	Démolition de l'ancien bâtiment recherche Réhabilitation du bâtiment enseignement UFR SEN Requalification des espaces extérieures	4	1	1	UA	DRRT	3 196 000	3 196 000	150																
4-2-01	Enseignement et Recherche	Plateforme expérimentation marine (phase 3)	Il s'agit de la mise en place d'équipements mutualisés pour le développement des recherches et les transferts d'innovation dans les domaines de l'aquaculture, l'agriculture et des énergies marines (bassins de culture, bassin de houle). Vise à accroître le taux de couverture alimentaire via des ressources cultivées en eau de mer et au développement de technologies énergies marines pour accroître la part des ENR dans la production d'énergie de la Guadeloupe.	4	2	1	CR	DRRT/CR	975 000	335 000	150			335 000					305 000								
4-2-02	Enseignement et Recherche	Plateforme santé	Le projet vise à compléter le plateau des équipements dédiés à la santé dans une logique collaborative entre les organismes partenaires et afin de répondre aux enjeux en matière d'alerte et de prévention, de diagnostic précoce, d'interventions rapides et de suivi	4	2	1	UA	DRRT	615 000	48 000	172									519 000							
4-2-03	Enseignement et Recherche	CIMAG	PEEPER précochérité : alliéris d'obscurescence : ces appareils étant indispensables pour l'analyse des matériaux et tissus biologiques analysés au sein du CIMAG depuis de nombreuses années par les chercheurs de l'UA, des organismes de Recherche et du privé dans le cadre d'expertises et de contrats de recherche développement notamment. Ce projet consiste uniquement en de l'investissement qui sera réalisé au cours de la période 2021-2022. Les équipements seront immédiatement opérationnels	4	2	1	UA	DRRT	203 000	48 000	172			48 000									107 000				
4-2-04	Enseignement et Recherche	CSI	Les objectifs du projet consistent en la pérennisation et la jowence d'un dispositif autour du calcul intensif (cluster de calcul adapté aux problématiques des thématiques de recherche développées au sein du site Antilles, incluant le stockage et le traitement de gros volumes de données. Une orientation bioinformatique sera développée en liaison avec la plateforme santé	4	2	1	UA	DRRT/CR - CPER	400 000	100 000	172			100 000						200 000							
4-2-05	Biodiversité	IRECoMan - Infrastructure de recherche écosystème mangrove Tranche 1	Ce projet s'inscrit dans le long terme avec comme ambition de pouvoir développer le premier observatoire des mangroves dans les Antilles. Nous proposons dans cette première étape de poser les bases scientifiques (biologiques, chimiques et écologiques) de ce futur observatoire. Les résultats de cette première étape permettront d'affiner les objectifs et les attendus de cet observatoire dans les années qui viennent	4	2	1	UA	DRRT	570 000	190 000	113			190 000						190 000							
4-2-06	Développement économique	AUDACIA Technopôle Caraïbe	Le projet vise à favoriser l'émergence de startups et/ou d'entreprises innovantes	4	2	1	CR	-	4 600 000	1 000 000	123			1 000 000		300 000							300 000				
4-2-07	Enseignement et Recherche	Sciences participatives et CSTI	Il s'agit de permettre à chaque citoyen, dès le plus jeune âge, en tout point de la région, d'avoir une meilleure compréhension du monde d'aujourd'hui et de mieux comprendre les grandes transitions du monde à venir, en suscitant la curiosité et en créant du désir de sciences.	4	2	1	CR	CR	2 642 400	0				268 000	52 000		54 400	Box 172		2 268 000							
4-3-01	Innovation / transferts	Structuration du réseau innovation	Animation des Domaines d'Activité Stratégiques et, d'autre part, de la sécurisation du parcours du porteur de projet innovant, de la phase d'émergence à la phase de commercialisation. Elle intervient en articulation et en synergie avec l'ensemble des structures relevant du périmètre de l'innovation, technologique et non-technologique. Son apout porte tant sur la structuration et la méthodologie de projets innovants que l'ingénierie de financement de	4	3	1	CR	CR/DIECC/CTE	1 002 000	76 180	172	98 820	123	512 000			315 000										

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/maquette	Objectif concerné projet/maquette	Sous objectif concerné projet/maquette	Porteur du projet	Provenance du projet (assises, CPER...)	Cout Total en € HT	Mt ETAT 1 contractué	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernées)	Mt ETAT 2 contractué	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernées)	Mt CR contractué	Mt CD contractué	Mt EPCI contractué	Mt Etat Valorisé	Hors BOP projet/maquette valorisé	Mt Europe valorisé	Mt CR valorisé	Mt CD valorisé	Mt EPCI valorisé	Mt commune valorisé	Mt autres publics valorisé	Mt privés valorisé	
4-3-02	Développement économique	Espaces co-working	Aménager des locaux destinés à recevoir des pépinières, tiers-lieux, espace de co-working, fablab dans les domaines qui relèvent des ambitions du territoire (agriculture/agro-transformation, énergie/écologie, attractivité).	4	3	1	CANGT	CANGT	380 500	66 000	123			17 500		50 000			247 000							
4-4-01	Développement économique	Création d'une plateforme mobile d'agro-transformation multifonction – MOBLAG	Création d'une plateforme mobile d'agro-transformation ayant pour finalité la production d'aliments pour bétail à partir des produits de LIZIN SANTRAL ; la production de compost – Finalité : réduire les déchets de LIZIN SANTRAL	4	4	1	CANGT	CANGT	1 499 300							295 980	242 820	DSLADEME	418 200					542 300		
4-4-02	Eau	Extension du réseau d'irrigation Grande Terre	La surface totale irrigable de cette extension couvrirait plus de 500 hectares avec la pose de 50 nouvelles bornes d'irrigation pour une centaine d'agriculteurs.	4	4	1	CD		3 100 000	620 000	123				620 000				1 860 000							
4-4-03	Agriculture	Charrier agricole	La Communauté d'agglomération Riviera souhaite développer les approvisionnements directs en produits de l'agriculture et de l'agro transformation au bénéfice des cantines scolaires de son territoire. Cette démarche de projet contribuera à terme une suite de parcours au public relevant du profil de l'ERZC dans le sud Grande Terre. Cette expérimentation devrait permettre à plus d'une vingtaine de jeunes du territoire d'être accompagnés vers l'emploi.	4	4	1	CARL	CARL	130 000	65 000	123					65 000										
4-5-01	Tourisme/Sport	BOUCLE DU NORD GRANDE-TERRE : Réseau de sentiers de randonnée pédestre, équestre et cycliste	Le territoire (CANGT) dans le cadre de sa politique environnementale aménage le long du littoral et à l'intérieur des terres un parcours accessible à pied, à cheval et à vélo tout terrain dénommée la Boucle du Nord Grande-Terre (BNCT). Outre un réseau d'itinéraires de promenades et de randonnées, la CANGT entend faire de la BNCT un produit d'appel touristique qui contribuera au développement et à l'animation du territoire Nord Grande-Terre.	4	5	1	CANGT	CANGT	3 000 000	660 000	123					660 000	720 000	DSL Contrat de ruralité	960 000							
4-5-02	Tourisme/Economie bleue	Programme OCEAN	Il s'agit d'un programme régional pluriannuel de développement durable, qui a pour objet la mise en valeur, l'entretien, l'animation et la gestion des plages et des sites remarquables du littoral de Guadeloupe. Il participe à l'attractivité du territoire et constitue un vecteur de création d'activités et d'emplois. Dans un souci d'équilibrage de territoire, 25 sites et plages sont concernés.	4	5	1	CR	CR	20 700 000	2 484 000	123			11 385 000					6 831 000							
5-1-01	Droits des femmes	Projets en partenariat avec la DRDFE	Accueils de jour, centres d'information des femmes et des familles- CIDFF, lieux d'écoute, d'accueil et d'orientation des femmes victimes de violences- L'ÉCLA, parcours de sortie de la prostitution, établissements d'information, de consultation et de conseil familial (CCF) ; promotion de l'égalité professionnelle (plan interministériel d'égalité professionnelle 2018-2020, plans minist. plans d'action régionaux, bureaux d'accompagnement individualisés vers l'emploi-BAE...) ; et promotion de l'égalité dans la vie politique et sociale (parterres locaux) ; diffusion de la culture de l'égalité	5	1	1	Etab/CR/CD/EPCI	DRDFE	1 752 000	800 000	137			295 000	219 750	119 750	306 000	BOP 137						11 500		
5-2-01	Santé	Reconstruction de la Maison départementale de l'enfance (MDE)	La vétusté des installations actuelles conduit le Département à décider de la reconstruction totale de l'établissement afin de garantir la sécurité des personnes accueillies, de meilleures conditions de travail pour le personnel et surtout les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un projet éducatif personnalisé pour chaque enfant et jeune mine hébergés.	5	2	1	CD	CD	19 734 000	4 000 000	FPRNM				7 200 000		3 000 000	FPRNM	5 534 000							
5-2-02	Santé	Lieu de vie d'accueil pour les jeunes en difficulté	Mise en place d'un d'hébergement permanent dédié à des jeunes en très grande difficulté. Le public ciblé est celui de garçons et de filles, selon une logique de tranches d'âges (13/15 ans) et (16 à 18 ans). Le projet envisage d'une capacité de 12 places (6 pour les filles, 6 pour les garçons). La procédure à mettre en œuvre est celle d'un Appel à Projets.	5	2	1	CD	-	5 500 000	2 500 000	123				3 000 000											
5-2-03	Santé	Fonds d'investissements pour l'adaptation du cadre de vie des personnes âgées et des personnes dépendantes	Aide à l'adaptation du Cadre de Vie, afin de répondre aux besoins prégnants de ces publics pour se maintenir à domicile	5	2	1	CD	CD	2 400 000	1 200 000	123				1 200 000											
5-2-04	Santé	Tiers lieu pour l'insertion	Le projet vise à accompagner les porteurs de projet publics ou privés qui vont mettre en place des tiers lieux accueillant des personnes souhaitant créer une activité, plus particulièrement des bénéficiaires du RSA	5	2	1	CD		450 000	36 000	123			180 000	180 000	30 000									24 000	
5-2-05	Santé	Handy day	Il s'agit d'une manifestation annuelle qui vise à promouvoir des activités physiques et sportives adaptées pour les personnes en situation de handicap, les séniors et les populations en surpoids. Elle offre pendant deux jours au public, aux établissements et aux professionnels de santé, aux collectivités territoriales, aux écoles un moment de vivre autrement la différence.	5	2	1	CR	CR	150 000	75 000	123			75 000												
5-3-01	Emploi/formation	Centre de formation caribéen des métiers de la mer	Le projet consiste à construire, développer et valoriser une offre de formation maritime et paramaritime pour répondre aux besoins de qualifications dans les différents métiers et métiers offrant des gisements d'emplois.	5	3	1	CR	CR/Assises	17 000 000						17 000 000											
5-3-02	Emploi/formation	Mobilité dans la Caraïbe	Il vise à élaborer et élaborer un véritable programme de coopération et d'échanges en matière de formation et d'apprentissage avec les Etats du bassin caribéen...	5	3	1	CR	CR	3 000 000					1 500 000					1 500 000							
5-3-03	Emploi/formation	Mobilité des stagiaires de la FP	L'insuffisance de l'offre de formation sur le territoire conduit à une forte demande de formation en mobilité extraterritoriale. Afin d'alléger les coûts de déplacement qui viennent s'ajouter aux frais pédagogiques et aux frais annexes, la collectivité mettra en place un dispositif supplémentaire « Visa Mobilité- Formation » pour garantir une égalité d'accès à la formation et à la qualification.	5	3	1	CR	CR	20 000 000					20 000 000												
5-3-04	Emploi/formation	Observatoire de l'emploi et de la formation	L'objectif général est de fournir des éléments de connaissance territorialisés sur les champs de l'emploi de la formation et du marché du travail de mettre en place l'outilage statistique avec des mesures d'impact adaptés pour l'aide à la décision	5	3	1	CR	CPER	2 520 000	533 333	103 hors PIC	246 667	123	1 740 000												
5-3-05	Développement économique	Plan régional d'investissement dans les compétences	En cours de déclinaison par le Conseil régional	5	3	1	Etab/CR	Etab	88 837 996	88 837 996	103 PIC															
5-3-06	Formation	Simulateur de vol	Création d'un centre de formation aux métiers de l'aéronautique permettant de former des professionnels ou des futurs professionnels de la zone Caraïbes aux métiers de l'aérien (pilotes, hôtesses de l'air et stewards, agents d'assistance aéroportuaire, mécaniciens aviation, métiers support de l'aérien)	5	3	1	CR	CR	19 450 000										19 450 000							

N° projet	Thématique concernée du projet	Intitulé du projet	descriptif du projet	Volet concerné du projet/maquette	Objectif concerné projet/maquette	Sous objectif concerné projet/maquette	Porteur du projet	Provenance du projet (ressources, CPER, ...)	Cout Total en € HT	MR ETAT 1 contractué	Etat 1 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MR ETAT 2 contractué	Etat 2 (Programmes LOLF, opérateurs ou agences concernés)	MT CR contractué	MT CD contractué	MR EPCI contractué	MT Etat Valorisé	Hors BOP projet/maquette valorisé	MT Europe valorisé	MT CR valorisé	MT CD valorisé	MT EPCI valorisé	MT commune valorisé	MT autres publics valorisé	MT privés valorisé	
5-4-01	Développement économique	ZAC de Fromager	Cette opération consiste à équiper des parcelles et à promouvoir la construction de bâtiments constituant une zone d'activité économique pour accueillir artisanat, semi-industrie, commerce et services.	5	4	3	CR	CR	10 300 000					9 200 000		1 100 000	FEI									
5-4-02	Développement économique	Aménagement de l'Agro Parc Caraïbes Excellence	L'Agroparc Caraïbes Excellence repose sur les 5 pôles suivants : - Une moyenne surface de vente aux particuliers (magasin d'usine) - Un Pôle « Plateforme de transformation et pépinière d'entreprises » destiné aux petits agro-transformateurs. - Le Pôle Zone d'Activités Agronomiques qui permettra à des entrepreneurs confirmés d'acquies des parcelles viabilisées et équipées notamment en très haut débit internet - Un Pôle de Recherche et Développement destiné à des entreprises ou des organismes - Un Jardin botanique Créole (Smart Garden) à vocation notamment pédagogique	5	4	1	CAPEX	CAPEX	8 879 000	2 000 000	123					3 879 000			3 000 000							
5-4-03	Aménagement	Redynamisation des zones d'activités économiques de l'agglomération	Le projet consiste à mener un programme de requalification des parcs d'activités du territoire de Cap Excellence qui connaissent des difficultés principalement liés aux infrastructures d'accès, de circulation, de gestion des eaux, d'éclairage, etc. Les zones concernées dans cette première phase sont Dugazon de Bourgogne et Petit-Pheux - La Jaille Beausoleil.	5	4	3	CAPEX	CAPEX	10 000 000								10 000 000									
5-4-04	Développement économique	Structuration de filières	L'économie guadeloupéenne souffre d'un manque de structuration des filières traditionnelles portées sur les secteurs en croissance et en émergence. Ce projet soutient aux nouvelles structures les éléments nécessaires à la conception d'un plan stratégique solide à leur implantation sur le marché.	5	4	1	DIECCTE	DIECCTE	1 200 000	600 000	123			600 000												
5-4-05	Développement économique	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	Le financement consiste à prendre en charge les coûts externes des prestations de conseil supportés par les entreprises pour la conception et l'élaboration d'un plan de GPEC.	5	4	3	DIECCTE/CR	CPER	1 100 000	400 000	103 hors PIC			700 000												
5-4-06	Développement économique	Amélioration des conditions de travail et accompagnement de l'attractivité de l'ARACT	Actions visant le long terme le changement des représentations des différents acteurs, la reformation des règles du jeu dans et hors de l'entreprise, la prise en compte de la dimension sociale dans la réussite des organisations publiques ou privées.	5	4	3	DIECCTE/CR	CPER	800 000	400 000	103 hors PIC			400 000												
5-4-07	Développement économique	Accompagnement de la création, reprise et transmission d'entreprises	La coordination des initiatives déjà engagées, notamment des chambres consulaires, et l'accompagnement des créateurs et repreneurs, doit être organisée sur le territoire. L'Etat souhaite travailler étroitement avec la Région sur cet enjeu fondamental pour la survie de nos TPE.	5	4	3	DIECCTE/CR	DIECCTE	800 000	400 000	123			400 000												
5-4-09	Numérique	Chèques TIC	Le dispositif vise à aider les TPE/PME régionales à se développer à l'aide des technologies numériques. Il leur permet de financer des équipements TIC et logiciels, ainsi que des prestations de services TIC. Il doit faciliter la mobilisation de cofinancements en vue de l'acquisition de certains types de matériels ou services, sous une procédure souple, et ce dans un délai optimal.	5	4	2	CR	CR	3 729 000	90 000	123			542 000												
5-4-10	Numérique	Karuglo	Données géographiques. Il s'agit d'établir des passerelles avec l'open data, - permettre aux collectivités de produire leurs données dans un cadre harmonisé et de qualité. Les EPCI ne disposent, pour la plupart, ni d'agent spécialisé en SIG ni de logiciel SIG. - Une démarche de démocratisation de l'outil est nécessaire pour le grand public. A savoir valoriser des données « citoyennes » (prix du foncier, maillage des établissements de santé, transport, etc.) - la stratégie numérique. Il vise la mise en œuvre des projets suivants : - Le CAR LAB - L'implantation de points d'accès Wi-Fi avec un minimum de 15 hot spots wifi d'ici à fin 2018 sur un programme de 40 points d'ici à 2020. Il s'agit là d'un vecteur attractif pour les acteurs du numérique, les touristes mais également les potentiels nouveaux résidents de la CARL. - Open Data, qui permettra la mise en ligne de données de l'EPCI dans une logique inclusive en direction du citoyen.	5	4	2	Etat/CR/CD	SGAR	756 892	312 900	112			312 823	131 169											
5-4-11	Numérique	Riviera 3.0	Le CAR LAB - L'implantation de points d'accès Wi-Fi avec un minimum de 15 hot spots wifi d'ici à fin 2018 sur un programme de 40 points d'ici à 2020. Il s'agit là d'un vecteur attractif pour les acteurs du numérique, les touristes mais également les potentiels nouveaux résidents de la CARL. - Open Data, qui permettra la mise en ligne de données de l'EPCI dans une logique inclusive en direction du citoyen.	5	4	2	CARL	CARL	530 000	60 000	112			205 000		265 000										
5-4-12	Numérique	KaruLab-educ	Projet de démonstrateur inter-dégré pour renforcer la transformation numérique des établissements scolaires et l'aide à l'orientation des élèves	5	4	2	Rectorat	Rectorat/Région	135 000	65 000	123			35 000	10 000		20 000							5 000		
5-4-13	Numérique	Ouverture de données publiques	principaux volets - La mise en place d'un portail de mise à disposition et de valorisation des données publiques de la région. Ce portail permet de recenser et de présenter les données publiques de la Guadeloupe qui sont stockées soit sur un portail déjà existant, soit au sein d'un service de l'Etat ou d'une collectivité. - Offrir un support aux collectivités territoriales et aux services de l'Etat pour l'ouverture et la valorisation de leurs données publiques. - La définition et l'animation d'une gouvernance avec l'ensemble des acteurs nécessaires pour assurer la maintenance, l'actualisation et la mise à jour.	5	4	2	Etat	SGAR	220 000	110 000	112			110 000												
5-4-14	Numérique	Tiers lieu numérique	L'objectif de l'action vise à accompagner la mise en place de tiers-lieux sur le territoire. L'action s'inscrit dans une démarche d'accompagnement du démarrage de l'activité de tiers-lieux. En effet, une des contraintes la plus souvent relevée pour les tiers-lieux concerne leur difficulté à élaborer un modèle économique	5	4	2	CR	Assises	170 000	125 000	112			45 000												
5-4-15	Numérique	Le numérique éducatif	Généraliser l'ENT pour les lycéens	5	4	2	CR	CR	520 000	260 000	112			260 000				DSL-DETR-FEI ?								
5-4-16	Numérique	Guadeloupe cap e-Tourisme	La démarche vise à lancer un appel à manifestation d'intérêt pour développer un projet d'expérimentation d'e-tourisme à l'échelle d'un EPCI ou d'un regroupement entre EPCI avant généralisation et ayant un effet de levier sur le développement et l'attractivité touristique de la Guadeloupe et avec impacts économiques sur le territoire.	5	4	2	CR	Etat/CR	460 000	130 000	123			130 000					200 000							

				Crédits contractualisés					
				Etat (programme LOLF, opérateurs ou agence)		EPCI			
				Programme, opérateur ou agence concernés (à titre indicatif)	Montant	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant
1-Volet Cohésion des territoires					19 423 213	15 558 118	11 737 500		6 528 592
Objectif stratégique 1: Aménagement durable					3 658 100	2 626 000	62 500		940 000
Dont BOP 112					1 844 100	1 836 000	0		0
Dont BOP 123					1 814 000	790 000	62 500		940 000
Objectif stratégique 2: Structuration et dynamiques territoriales					530 000	50 000	50 000		0
Dont BOP 123					530 000	50 000	50 000		0
Objectif stratégique 3: Accès aux services					15 235 113	12 882 118	11 625 000		5 588 592
Dont BOP 123					5 104 113	585 000	10 585 000		210 671
Dont 123-FEI/Agence du sport *					9 000 000	7 228 118	1 000 000		5 337 921
Dont BOP 150					330 000	670 000	0		0
Dont BOP 175-131-224					401 000	399 000	0		0
Dont BOP 175-131-224					400 000	0	0		0
-					0	4 000 000	40 000		40 000
2-Volet Mobilité multimodale					8 665 600	569 749	1 300 000		1 464 949
Objectif 1: Investissements portuaires					8 415 600	379 749	1 300 000		1 214 949
Dont BOP 123					1 555 600	379 749	0		564 949

				Crédits contractualisés					
				Etat (programme LOLF, opérateurs ou agence)		EPCI			
				Programme, opérateur ou agence concernés (à titre indicatif)	Montant	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant
				Dont BOP 203	6 860 000	0	0		0
				-	0	0	1 300 000		650 000
Objectif 5: Transports collectifs					250 000	190 000	0		250 000
				Dont ADEME	250 000	190 000	0		0
				-					250 000
3-Volet Territoires résilients					67 523 265	28 052 933	9 813 333		21 372 333
Objectif 1: Prévention des risques naturels					28 833 332	7 549 600	0		0
				Dont ADEME	1 080 000	1 080 000	0		0
				Dont FPRNM	27 753 332	6 469 600	0		0
Objectif 2: Gestion et valorisation des déchets					9 800 000	3 730 000	0		11 170 000
				Dont BOP 123	3 300 000	2 730 000	0		0
				Dont ADEME	6 500 000	1 000 000	0		11 170 000
Objectif 3: Alimentation en eau potable et assainissement des eaux usées					19 514 800	9 733 333	9 733 333		9 733 333
				Dont AFB	19 200 000	9 733 333	9 733 333		9 733 333
				Dont BOP 123	314 800	0	0		0
Objectif 4: Changement climatique et transition énergétique					7 030 000	6 500 000	80 000		469 000
				Dont BOP 123	780 000	325 000	80 000		469 000
				Dont ADEME	6 250 000	6 175 000	0		0
Objectif 5: Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources					2 345 133	540 000	0		0
				Dont BOP 113	1 945 133	540 000	0		0

				Crédits contractualisés					
				Etat (programme LOLF, opérateurs ou agence)		EPCI			
				Programme, opérateur ou agence concernés (à titre indicatif)	Montant	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant
				Dont BOP 123	200 000	0	0		0
				Dont AFB	200 000	0	0		0
4-Volet Territoires d'innovation et de rayonnement					10 191 000	13 953 500	672 000		1 685 980
Objectif 1: Enseignement supérieur					4 400 000	50 000	0		0
				Dont BOP 123	65 000	50 000	0		0
				Dont BOP 150	4 335 000	0	0		0
Objectif 2: Recherche et innovation					1 721 000	1 989 000	52 000		300 000
				Dont BOP 113	190 000	190 000			
				Dont BOP 123	1 000 000	1 000 000	0		300 000
				Dont BOP 150	335 000	335 000	0		0
				Dont BOP 172	196 000	196 000	0		0
				-	0	268 000	52 000		0
Objectif 3: Accompagnement des entreprises et ouverture internationale					241 000	529 500	0		365 000
				Dont BOP 123	164 820	17 500	0		50 000
				Dont BOP 172	76 180	512 000	0		315 000
Objectif 4: Soutien aux filières de production					685 000	0	620 000		360 980
				Dont BOP 123	685 000	0	620 000		65 000
				-	0	0	0		295 980
Objectif 5: Développement de projets touristiques					3 144 000	11 385 000	0		660 000
				Dont BOP 123	3 144 000	11 385 000	0		660 000

				Crédits contractualisés					
				Etat (programme LOLF, opérateurs ou agence)		EPCI			
				Programme, opérateur ou agence concernés (à titre indicatif)	Montant	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant
5-Volet Cohésion sociale et employabilité					103 181 896	53 729 823	11 940 919		14 293 750
	Objectif 1: Egalité Femmes - Hommes et lutte contre les discriminations				800 000	295 000	219 750		119 750
	Dont BOP 137				800 000	295 000	219 750		119 750
	Objectif 2: Solidarité intergénérationnelle				7 811 000	255 000	11 580 000		30 000
	Dont BOP 123				3 811 000	255 000	4 380 000		30 000
	Dont FPRNM				4 000 000	0	7 200 000		0
	Objectif 3: Investissements dans les compétences				89 617 996	40 240 000	0		0
	Dont BOP 103 hors PIC				533 333	1 740 000	0		0
	Dont BOP 103 PIC				88 837 996	0	0		0
	Dont BOP 123				246 667	0	0		0
	-				0	38 500 000	0		0
	Objectif 4: Développement des filières à enjeu, déploiement des accords de branche et d'entreprise				4 952 900	12 939 823	141 169		14 144 000
	Dont BOP 112				867 900	932 823	131 169		265 000
	Dont BOP 123				3 285 000	1 707 000	10 000		3 879 000
	Dont BOP 103 hors PIC				800 000	1 100 000	0		0
	-				0	9 200 000	0		10 000 000
TOTAL					208 984 974	111 864 123	35 463 752		45 345 604

* dont 4,5M€ financés par l'Agence nationale du sport

Crédits valorisés											
	Etat						EPCI			Fonds européens	
	Programme ou opérateur national concerné (à titre indicatif)	Programme ou opérateur déconcentré concerné (à titre indicatif)	(crédits nationaux)	(crédits déconcentrés)	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant	Autres partenaires	Programmes régionaux	Programmes nationaux
1-Volet Cohésion des territoires											
	Objectif stratégique 1: Aménagement durable		19 500 000	2 686 680	37 800 000	0		0	8 810 353	36 694 500	0
		Dont BOP 207	0	125 000	0	0		0	0	0	0
		Dont AFB	0	300 000	0	0		0	0	0	0
		Dont ANRU	0	1 674 000	0	0		0	34 000	880 000	0
Objectif stratégique 2: Structuration et dynamiques territoriales											
			0	0	0	0		0	0	0	0
			0	0	0	0		0	0	0	0
Objectif stratégique 3: Accès aux services											
		Dont Aides aux postes DIECCTE-Crédits monuments historiques	0	247 680	0	0		0	821 324	0	0
		Dont DETR	0	300 000	0	0		0	7 635 029	2 514 500	0
		Dont DSIL	0	40 000	0	0		0	20 000		0
		Infrastructures France THD	19 500 000	0	34 300 000	0		0		26 200 000	0
		-	0	0	3 500 000				300 000	7 100 000	
2-Volet Mobilité multimodale											
	Objectif 1: Investissements portuaires		0	1 860 000	0	0		0	39 825 200	0	0
		Dont FEI	0	1 300 000							
		-	0	0	0	0		0	39 825 200	0	0
Objectif 5: Transports collectifs											
		Dont AAP TCSP	0	200 000	0	0		0	0	0	0
		Dont CEREMA (200000)-BOP 203 – OBI 44 (160000)	0	360 000	0	0		0	0	0	0
3-Volet Territoires résilients											
	Objectif 1: Prévention des risques naturels		0	6 000 000	0	0		0	0	14 484 800	0

Crédits valorisés											
Etat					Conseil régional	Conseil départemental	EPCI		Autres partenaires	Fonds européens	
Programme ou opérateur national concerné (à titre indicatif)	Programme ou opérateur déconcentré concerné (à titre indicatif)	(crédits nationaux)	(crédits déconcentrés)	EPCI concerné			Montant	Programmes régionaux		Programmes nationaux	
	Dont FEI	0	6 000 000	0	0		0	0	4 300 000	0	
	-	0	0	0	0		0	0	10 184 800	0	
Objectif 2: Gestion et valorisation des déchets		0	0	0	0		0	0	33 800 000	0	
	-	0	0	0	0		0	0	33 800 000	0	
Objectif 3: Alimentation en eau potable et assainissement des eaux usées		0	10 000 000	0	0		0	0	11 000 000	0	
	Dont FEI	0	10 000 000	0	0		0	0	11 000 000	0	
Objectif 4: Changement climatique et transition énergétique		0	500 000	0	0		0	0	1 000 000	0	
	Dont AAP French mobility		100 000						1 000 000		
	Dont BOP 119		400 000								
Objectif 5: Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources		0	0	0	0		0	0	640 000	0	
									640 000		
4-Volet Territoires d'innovation et de rayonnement		0	1 017 220	0	0		0	842 300	15 970 200	0	
Objectif 1: Enseignement supérieur		0	0	0	0		0	0	65 000	0	
									65 000		
Objectif 2: Recherche et innovation		0	54 400	0	0		0	300 000	5 589 000	0	
	Dont BOP 172	0	54 400	0	0		0	0	2 268 000	0	
	-	0	0	0	0		0	300 000	3 321 000	0	
Objectif 3: Accompagnement des entreprises et ouverture internationale		0	0	0	0		0	0	247 000	0	
		0	0	0	0		0	0	247 000	0	
Objectif 4: Soutien aux filières de production		0	242 820	0	0		0	542 300	2 278 200	0	
	Dont bop 119/ademe	0	242 820	0	0		0	542 300	418 200	0	
		0	0	0	0		0		1 860 000	0	
Objectif 5: Développement de projets touristiques		0	720 000	0	0		0	0	7 791 000	0	
	Dont DSIL Contrat de ruralité	0	720 000	0	0		0	0	960 000	0	
	-	0	0	0	0		0	0	6 831 000	0	

Crédits valorisés											
	Etat						EPCI			Fonds européens	
	Programme ou opérateur national concerné (à titre indicatif)	Programme ou opérateur déconcentré concerné (à titre indicatif)	(crédits nationaux)	(crédits déconcentrés)	Conseil régional	Conseil départemental	EPCI concerné	Montant	Autres partenaires	Programmes régionaux	Programmes nationaux
5-Volet Cohésion sociale et employabilité			0	4 426 000	19 450 000	5 534 000		0	40 500	7 797 000	0
Objectif 1: Egalité Femmes - Hommes et lutte contre les discriminations			0	306 000	0	0		0	11 500	0	0
		Dont BOP 137	0	306 000	0	0		0	11 500	0	0
Objectif 2: Solidarité intergénérationnelle			0	3 000 000	0	5 534 000		0	24 000	0	0
		Dont FPRNM	0	3 000 000	0	5 534 000		0	0	0	0
		-	0		0	0		0	24 000	0	0
Objectif 3: Investissements dans les compétences		-	0	0	19 450 000	0		0	0	1 500 000	0
		-	0	0	19 450 000					1 500 000	
Objectif 4: Développement des filières à enjeu, déploiement des accords de branche et d'entreprise			0	1 120 000	0	0		0	5 000	6 297 000	0
		Dont FEI	0	1 100 000	0	0		0	0	0	0
		Dont Rectorat	0	20 000	0	0		0	5 000	0	0
		-	0	0						6 297 000	
TOTAL			19 500 000	26 489 900	57 250 000	5 534 000		0	49 518 353	121 386 500	0